

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 801

[C – 2009/29091]

8 JANVIER 2009. — Décret modifiant le décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Modifications au décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école, les mots « la création d'un Centre de rescolarisation et de resocialisation, » sont remplacés par les mots « la création des services d'accrochage scolaire, ».

Art. 2. A l'article 2 du même décret, le 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° Services d'accrochage scolaire : structures agréées et subventionnées par le Gouvernement de la Communauté française, créées par le titre VI du décret et qui accueillent les mineurs visés aux articles 30, 31 et 31bis du décret du 30 juin 1998 précité. ».

Art. 3. Il est inséré dans le titre VI, chapitre I^{er} du même décret, un article 17bis rédigé comme suit :

« Le dispositif des services d'accrochage scolaire est institué pour les établissements d'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française. ».

Art. 4. A l'article 18 du même décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 renforçant le dispositif des « services d'accrochage scolaire » et portant diverses mesures en matière de règles de vie collective au sein des établissements scolaires, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er} :

- a) Les mots « sur proposition motivée » sont remplacés par les mots « sur avis motivé »;
- b) Les mots « scolaire 2007/2008, agréée les structures » sont remplacés par les mots « 2009, agréée et subventionnée douze structures »;
- c) Les mots « et en subventionnée au moins douze » sont supprimés;

2° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Dans la limite des moyens budgétaires disponibles, le Gouvernement peut augmenter le nombre de structures agréées et subventionnées visées à l'alinéa 1^{er} »;

3° A l'alinéa 4, devenu l'alinéa 5 :

- a) Les mots « au moins » sont insérés entre les mots « Bruxelles-Capitale, » et « deux par territoire suivant »;
- b) Les mots « au moins » sont insérés entre les mots « et » et « un par territoire suivant »;

4° A l'alinéa 5 devenu l'alinéa 6, les mots « ou non » sont supprimés.

Art. 5. L'article 20 du même décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Chaque année, dans la limite des moyens budgétaires disponibles, le Gouvernement fixe le montant forfaitaire de la subvention annuelle attribuée à chaque service d'accrochage scolaire agréé et subventionné dans le cadre du décret. Le montant de la subvention est réparti et imputé à parts égales sur les crédits inscrits au budget de l'Enseignement et au budget de l'Aide à la jeunesse. Cette subvention qui couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre est destinée à couvrir les frais de fonctionnement et de personnel inhérents à la mise en œuvre de l'activité de chaque service d'accrochage scolaire.

Les modalités de liquidation et d'utilisation de cette subvention sont fixées par le Gouvernement. Ces modalités seront communes aux secteurs de l'Enseignement et de l'Aide à la jeunesse. Le respect des modalités d'utilisation fera l'objet d'un contrôle annuel selon une procédure définie par le Gouvernement. ».

Art. 6. A l'article 21, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 précité, le mot « principal » est remplacé par le mot « exclusif ».

Art. 7. A l'article 22 du même décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « Il précise les choix méthodologiques permettant d'atteindre les objectifs visés au chapitre 1^{er} du présent titre en distinguant les choix méthodologiques spécifiques aux unités d'intervention qui composent le service d'accrochage scolaire. ».

2° Au § 3 :

- a) Le mot « novembre » est remplacé par le mot « juin »;
- b) Les mots « l'année scolaire » sont remplacés par les mots « la période de la subvention précédente »;
- c) Les mots «, sur proposition de la Commission d'agrément, » sont supprimés.

Art. 8. A l'article 23 du même décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « Le Gouvernement fixe par unité d'intervention le nombre maximum de mineurs accueillis simultanément. Le Gouvernement fixe la moyenne annuelle de prises en charge pour chaque unité d'intervention. Cette moyenne est calculée sur base du calendrier scolaire »;

2° Au § 3 :

- a) L'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « Le service d'accrochage scolaire exerce ses activités pendant et en dehors de la période scolaire. Pendant la période scolaire, le service d'accrochage scolaire exerce ses activités en référence au calendrier scolaire annuel fixé pour l'enseignement obligatoire. »;
- b) A l'alinéa 2, les mots « Celui-ci est globalement équivalent au volume de la période scolaire concernée par la prise en charge » sont remplacés par les mots « Pendant la période scolaire, le mineur bénéficie, chaque semaine, d'un nombre de périodes d'activités équivalent au nombre de périodes scolaires hebdomadaires. ».

Art. 9. L'article 25, § 2, du même décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 précité, est remplacé par la disposition suivante : « La Commission d'agrément se réunit selon les modalités définies par le Gouvernement. ».

Art. 10. A l'article 26 du même décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « Cette demande précise : » sont remplacés par les mots : « La demande, élaborée conformément à la grille normalisée définie par le Gouvernement, précise notamment : »;

2° Au 1°, les mots « l'identité et » sont insérés avant les mots « la nature »;

3° Il est ajouté un 5° rédigé comme suit : « 5° Le règlement d'ordre intérieur du service d'accrochage scolaire et la façon dont les règles seront expliquées et mises à la disposition des mineurs accueillis ».

Art. 11. A l'article 27 du même décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1 est remplacé par la disposition suivante : « La Présidence de la Commission d'agrément accuse réception de la demande visée à l'article précédent. Concomitamment, elle transmet, pour avis, la demande d'agrément aux autorités compétentes selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. Les avis et la demande d'agrément sont transmis dans les deux mois de l'accusé de réception précité aux membres de la Commission d'agrément. »;

2° L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : « Sous réserve de l'application de l'alinéa 6, la Commission d'agrément remet, dans les trois mois de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1^{er}, un avis motivé au Gouvernement. A défaut de respecter ce délai, l'avis est réputé favorable. ».

3° A l'alinéa 4 :

a) Les mots « La Commission d'agrément fonde sa proposition notamment » sont remplacés par les mots « L'avis de la Commission d'agrément se fonde notamment »;

b) Les mots « A cet égard, le Gouvernement peut déterminer un nombre moyen minimum de mineurs pris en charge » sont supprimés;

4° A l'alinéa 6 :

a) Les mots « 15 jours ouvrables » sont remplacés par les mots « trois mois »;

b) Les mots « La Commission d'agrément rend son avis dans les deux mois qui suivent la mise en concordance du dossier et sa communication par le promoteur. A défaut de respecter ce délai, l'avis est réputé favorable » sont ajoutés.

Art. 12. A l'article 28, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « de la proposition visée à l'article précédent » sont remplacés par les mots « de l'avis rendu par la commission d'agrément »;

2° Les mots « agréées, ou » sont supprimés;

3° Le mot « subsidiées » est remplacé par le mot « subventionnées ».

Art. 13. A l'article 35 du décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 précité, les mots « ou les deux mois qui suivent la date de prise en charge du mineur en fonction de la durée prévue aux articles 30, 31 et 31bis du décret du 30 juin 1998 dont relève ce dernier, » sont remplacés par les mots « qui suit la date de prise en charge du mineur, ».

Art. 14. Un article 44bis, rédigé comme suit, est ajouté après l'article 44 du même décret : « Pour la période qui précède l'agrément et le subventionnement par le Gouvernement de la Communauté française des services d'accrochage scolaire dont question à l'article 18 du décret et afin de répondre aux missions prévues aux articles 30, 31 et 31bis du décret du 30 juin 1998 précité, le Gouvernement subsidie douze services. Le subside est réparti et imputé à parts égales sur les crédits inscrits au budget de l'Enseignement et au budget de l'Aide à la jeunesse ».

TITRE II. — Modifications au décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Art. 15. A l'article 3 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, il est inséré un 2°bis rédigé comme suit :

« 2°bis : situation de crise : situation d'un élève soumis à l'obligation scolaire qui adopte des comportements ne permettant pas à ses condisciples et à lui-même de pouvoir bénéficier d'un climat serein indispensable à l'acquisition des savoirs et des compétences ».

Art. 16. A l'article 30 du même décret, modifié par le décret du 15 décembre 2006 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1, le mot « exclu » est inséré entre les mots « mineur » et « ne peut être »;

2° L'alinéa 2 est abrogé.

Art. 17. A l'article 31 du même décret, modifié par le décret du 15 décembre 2006 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1 : a) Les mots « En cas de situation de crise » sont remplacés par les mots « En cas de situations visées à l'article 3, 2°bis et 3°b) »;

b) Les mots « un mois » sont remplacés par les mots « trois mois »;

2° L'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« A défaut pour le centre psycho-médico-social d'avoir rendu l'avis visé à l'alinéa 1^{er} dans les dix jours ouvrables de la demande, l'avis est réputé favorable. ».

Art. 18. A l'article 31bis du même décret, inséré par le décret du 12 mai 2004 précité et modifié par le décret du 15 décembre 2006 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1, les mots « En cas de situation de crise » sont remplacés par les mots « En cas de situation visée à l'article 3, 3° a) »;

2° L'alinéa 2 est abrogé.

Art. 19. L'article 31^{ter} du même décret, inséré par le décret du 12 mai 2004 précité et abrogé par le décret du 15 décembre 2006 précité, est rétabli dans la rédaction suivante : « La prise en charge d'un mineur par un des services visés aux articles 30, 31 et 31^{bis} ne peut dépasser au total six mois par année scolaire et une année sur l'ensemble de la scolarité du mineur. La période de prise en charge située pendant les vacances scolaires n'est pas prise en considération dans le calcul de la durée de prise en charge du mineur ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 janvier 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 623-1. — Amendements de commission, n° 623-2. — Rapport, n° 623-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 6 janvier 2009.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 801

[C – 2009/29091]

8 JANUARI 2009. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen schooluitval, uitsluiting en geweld op school (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Wijzigingen van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen schooluitval, uitsluiting en geweld op school

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen schooluitval, uitsluiting en geweld op school, worden de woorden « de oprichting van een herscholings- en herintegratiecentrum, » vervangen door de woorden « de oprichting van de diensten voor schoolherinschakeling, ».

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet, wordt 8° vervangen als volgt : « 8° Diensten voor schoolherinschakeling : structuren erkend en gesubsidieerd door de Regering van de Franse Gemeenschap, opgericht door de Titel VI van het decreet en die de minderjarigen bedoeld in de artikelen 30, 31 en 31^{bis} van het bovenvermelde decreet van 30 juni 1998 opvangen. ».

Art. 3. In de titel VI, hoofdstuk I van hetzelfde decreet, wordt een artikel 17^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« Het systeem van de diensten voor schoolherinschakeling wordt ingesteld voor de inrichtingen voor gewoon en buitengewoon, lager en secundair onderwijs die georganiseerd of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 4. In artikel 18 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 15 december 2006 houdende versteviging van het systeem van de "diensten voor schoolherinschakeling" en houdende diverse maatregelen inzake collectieve leefregels binnen schoolinrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid :

- a) worden de woorden « op de met redenen omklede voordracht » vervangen door de woorden « op het met redenen omklede advies »;
- b) worden de woorden « schooljaar 2007/2008, erkent de structuren » vervangen door de woorden « 2009, erkent en subsidieert twaalf structuren »;
- c) worden de woorden « en subsidieert er minstens twaalf van » geschrapt;

2° Het volgende lid wordt ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid : « Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen kan de Regering het aantal erkende en gesubsidieerde structuren bedoeld in het eerste lid verhogen »;

3° In het vierde lid, dat het vijfde lid, is geworden :

- a) worden de woorden « ten minste » gevoegd tussen de woorden « het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest gevestigd zijn, » en « twee voor elk volgend grondgebied »;
- b) worden de woorden « ten minste » gevoegd tussen de woorden « en » en « één voor elk hierna vermeld gebied »;

4° In het vijfde lid, dat het zesde lid, is geworden worden de woorden « al dan niet » geschrapt.

Art. 5. Artikel 20 van hetzelfde decreet, vervangen bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, wordt vervangen als volgt :

« Ieder jaar, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, bepaalt de Regering het vast bedrag van de jaarlijkse subsidie toegekend aan elke dienst voor schoolherinschakeling erkend en gesubsidieerd in het kader van dit decreet. Dit bedrag wordt in gelijke delen verdeeld en aangerekend op de kredieten ingeschreven op de begroting van het Onderwijs en de begroting van de Hulpverlening aan de Jeugd. Deze subsidie die de periode van 1 januari tot 31 december dekt, wordt bestemd voor de uitbetaling van de werkingskosten en de personeelskosten die inherent zijn aan de uitvoering van de activiteit van elke dienst voor schoolherinschakeling.

De nadere regels voor de uitbetaling en het gebruik van deze subsidie worden vastgesteld door de Regering. De nadere regels zullen gemeen zijn aan de sectoren van het Onderwijs en de Hulpverlening aan de Jeugd. De naleving van de nadere regels voor het gebruik zal elk jaar gecontroleerd worden volgens een procedure bepaald door de Regering. ».

Art. 6. In artikel 21, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, wordt het woord « hoofddoel » vervangen door de woorden « uitsluitend doel ».

Art. 7. In artikel 22 van hetzelfde decreet, vervangen bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt : « Erin worden nader bepaald de methodologische keuzen die bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen bedoeld bij hoofdstuk 1 van deze titel, met bepaling van de methodologische keuzen die specifiek zijn voor de interventie-eenheden waaruit de dienst voor schoolherinschakeling bestaat. »

2° In § 3 :

- a) wordt het woord « november » vervangen door het woord « juni »;
- b) worden de woorden « het schooljaar » vervangen door de woorden « de periode van de vorige subsidie »;
- c) worden de woorden « , op voorstel van de erkenningscommissie, » geschrapt.

Art. 8. In artikel 23 van hetzelfde decreet, vervangen bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt : « De Regering bepaalt per interventie-eenheid het maximum aantal minderjarigen die gelijktijdig opgevangen worden. De Regering bepaalt het jaarlijkse gemiddelde van opvangen minderjarigen voor elke interventie-eenheid. Dit gemiddelde wordt berekend op basis van de schoolkalender »;

2° In § 3 :

- a) wordt het eerste lid vervangen als volgt : « De dienst voor schoolherinschakeling oefent zijn activiteiten uit tijdens en buiten de schoolperiode. Tijdens de schoolperiode oefent de dienst voor schoolherinschakeling zijn activiteiten uit met inachtneming van de jaarlijks voor het leerplichtonderwijs bepaalde schoolkalender. »;
- b) in het tweede lid worden de woorden « Deze tijd is globaal equivalent met het volume van de schoolperiode waarop die opvang betrekking heeft » vervangen door de woorden « Tijdens de schoolperiode geniet de minderjarige elke week een aantal activiteitenperiode dat gelijk is aan het aantal wekelijkse activiteitenperiode. ».

Art. 9. Artikel 25, § 2, van hetzelfde decreet, vervangen bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, wordt vervangen als volgt :

« De erkenningscommissie komt bijeen volgens de nadere regels bepaald door de Regering. ».

Art. 10. In artikel 26 van hetzelfde decreet, vervangen bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « In deze aanvraag worden vermeld : » worden vervangen door de woorden « In de aanvraag uitgewerkt volgens de genormaliseerde uurregeling bepaald door de Regering, worden inzonderheid vermeld : »;

2° in 1° worden de woorden « de identiteit en » ingevoegd vóór de woorden « de aard »;

3° er wordt een 5° toegevoegd, luidend als volgt : « 5° Het huishoudelijk reglement van de dienst voor schoolherinschakeling en de wijze waarop de regels uitgelegd zullen worden en ter beschikking van de opgevangen minderjarigen zullen worden gelegd ».

Art. 11. In artikel 27 van hetzelfde decreet, vervangen bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt : « Het voorzitterschap van de Erkenningscommissie bericht ontvangst van de aanvraag bedoeld in het vorige artikel. Tevens bezorgt ze, voor advies, de erkenningsaanvraag aan de bevoegde overheden volgens de nadere regels bepaald door de Regering. De adviezen en de erkenningsaanvraag worden binnen de twee maanden van het voornoemde ontvangstbewijs gestuurd aan de leden van de Erkenningscommissie. »;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt : « Onder voorbehoud van de toepassing van het zesde lid bezorgt de Erkenningscommissie binnen de drie maanden van het ontvangstbewijs bedoeld in het eerste lid, de Regering een met redenen omkleed advies. Bij de niet-naleving van deze termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn. ».

3° In het vierde lid :

- a) worden de woorden « Het voorstel van de Erkenningscommissie berust, onder andere, » vervangen door de woorden « Het advies van de Erkenningscommissie berust, onder andere, »;
- b) worden de woorden « In dat verband, kan de Regering een minimaal gemiddeld aantal minderjarigen bepalen die opgevangen moeten worden » geschrapt;

4° In het zesde lid :

- a) worden de woorden « 15 werkdagen » vervangen door de woorden « drie maanden »;
- b) worden de woorden « De erkenningscommissie brengt haar advies uit binnen de twee maanden na het in overeenstemming brengen van het dossier en de mededeling ervan door de promotor. Bij de niet-naleving van deze termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn » toegevoegd.

Art. 12. In artikel 28, eerste lid, van hetzelfde decreet vervangen bij het decreet van 15 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van het bij het vorige lid bedoelde voorstel » worden vervangen door de woorden « van het advies uitgebracht door de erkenningscommissie »;

2° de woorden « erkend, » worden geschrapt;

3° het woord « subsidiées » in de Franse tekst wordt vervangen door het woord « subventionnées ».

Art. 13. In artikel 35 van het decreet, vervangen bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, worden de woorden « of de twee maanden die volgen op de datum van opvang van de minderjarige in functie van de duur bepaald bij de artikelen 30, 31 en 31bis van het Decreet van 30 juni 1998 waaronder deze laatste ressorteert, » vervangen door de woorden « die volgt op de datum van opvang van de minderjarige, ».

Art. 14. Er wordt een artikel 44bis toegevoegd na artikel 44 van hetzelfde decreet, luidend als volgt : « Voor de periode die voorafgaat aan de erkenning en de subsidiëring door de Regering van de Franse Gemeenschap van de diensten voor schoolherinschakeling bedoeld in artikel 18 van het decreet en om de opdrachten bedoeld in de artikelen 30, 31 en 31bis van het bovenvermelde decreet van 30 juni 1998 uit te oefenen, subsidieert de Regering twaalf diensten. De subsidie wordt in gelijke delen verdeeld en aangerekend op de kredieten ingeschreven op de begroting van het Onderwijs en op de begroting van de Hulpverlening aan de Jeugd ».

TITEL II. — Wijzigingen van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Art. 15. In artikel 3 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt een 2°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°bis : crisistoestand : toestand van een leerplichtige leerling die gedragingen heeft waarbij de klasgenoten en hij/zijzelf van een rustige sfeer niet kunnen genieten die noodzakelijk is voor de verwerving van de kennis en de bekwaamheden ».

Art. 16. In artikel 30 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid wordt het woord « uitgesloten » ingevoegd tussen de woorden « minderjarige » en « niet kan worden »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 17. In artikel 31 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid :

a) worden de woorden « In het geval van een crisissituatie » vervangen door de woorden « Ingeval van de toestanden bedoeld in artikel 3, 2°, 2°bis en 3°b) »;

b) worden de woorden « een maand » vervangen door de woorden « drie maanden »;

2° Het tweede lid wordt vervangen als volgt : « Indien het psycho-medisch-sociale centrum het advies bedoeld in het eerste lid niet uitgebracht heeft binnen de tien werkdagen na de aanvraag, wordt het advies geacht gunstig te zijn. »

Art. 18. In artikel 31bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 en gewijzigd bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "In het geval van een crisissituatie" vervangen door de woorden "Ingeval van de toestand bedoeld in artikel 3, 3° a)";

2° Het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 19. Artikel 31ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 en opgeheven bij het bovenvermelde decreet van 15 december 2006, wordt in de volgende lezing hersteld : "

« De opvang van een minderjarige door één van de diensten bedoeld in de artikelen 30, 31 en 31bis mag in totaal geen zes maanden per schooljaar en één jaar over het geheel van de schooltijd van de minderjarige overschrijden. De periode van opvang tussen de schoolvakantie wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de duur van de opvang van de minderjarige ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 januari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente,

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,

M. TARABELLA

—
Nota

(1) Zitting 2008-2009.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 623-1. — Commissieamendementen, nr. 623-2. — Verslag nr. 623-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 6 januari 2009.